

Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75379 PARIS CEDEX 08

La Défense, le 29 septembre 2011

Monsieur,

Vous trouverez en annexe de la présente la réponse que GDF SUEZ souhaite apporter à :

La Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie du 26 juillet 2011 sur la possibilité de faire bénéficier les nouvelles interconnexions électriques d'une dérogation de l'article 9 de la directives 2009/72/CE du 13 juillet 2009.

Veillez agréer , Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Stéphane HECQ
Chef de Mission Economie de l'Electricité

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 26 juillet 2011 sur la possibilité de faire bénéficier les nouvelles interconnexions électriques d'une dérogation à l'article 9 de la directive 2009/72/CE du 13 juillet 2009.

Réponse GDFSUEZ

Question 1 : Selon vous, les règles d'allocation et de gestion de capacités d'interconnexion décrites dans les codes de réseau doivent-elles s'appliquer aux nouvelles interconnexions bénéficiant d'une dérogation en application de l'article 17 du règlement (CE) n°714/2009 ?

Un accès non discriminatoire aux capacités d'interconnexion bénéficiant d'une dérogation peut être obtenu par une gestion des interconnexions marchandes structurée à l'identique des autres liaisons d'interconnexions. La capacité doit être allouée sur le long-terme par des enchères explicites, en J-1 par le couplage des marchés (market coupling), sur le court-terme par la commercialisation en continu (continuous trading) et en temps réel par des mécanismes d'ajustement (balancing) transfrontalier.

En électricité, comme c'est pratiqué pour le câble IFA, il ne faut pas que des « prix de réserve » soient envisagés. Il ne doit pas y avoir d'accès privilégié à la capacité d'interconnexion pour le propriétaire de la liaison marchande.

Pour faciliter l'intégration des marchés, il est aussi important d'envisager que l'opérateur du câble se procure les pertes pour son compte. (En effet, si les pertes sont à charge des utilisateurs, ceux-ci réduiront d'autant leurs offres dans leur participations aux enchères de capacité.

Question 2 : Selon vous, comment éviter un accès privilégié à la capacité d'interconnexion dans ce cas particulier ?

L'accès privilégié aux interconnexions peut être évité en déléguant le processus d'allocation de capacités. Pour le long-terme la délégation à une organisation du type bureau d'enchères est possible ; sans avoir une préférence stricte, une harmonisation de ces bureaux d'enchères est souhaitable, CASC¹ étant un très bon exemple. Pour le court-terme, l'allocation des capacités court-terme / spot doit être déléguée aux bourses d'échanges

¹ Capacity Allocation Service Company

(power exchanges). Ainsi, le propriétaire de la liaison recevra les rentes de congestions mais n'obtiendra pas le contrôle partiel ou complet des flux commerciaux de l'interconnexion.

Dans le cas où la liaison marchande est exploitée en parallèle avec d'autres liaisons, il faut que les enchères d'allocations des capacités sur le long-terme soit effectuées en synchronisme et en regroupant toutes les capacités afin que le prix de réservation des capacités soit identiques sur toutes les liaisons.

Question 3 : Selon vous, la participation indirecte via l'achat massif de capacités à long terme par un producteur ou un fournisseur d'électricité constitue-t-elle une modalité allant en pratique à l'encontre de l'esprit de la séparation patrimoniale ou de la garantie du caractère non discriminatoire de l'accès des tiers à la nouvelle interconnexion ?

Nous pensons que la réservation de capacités à long-terme ne rentre pas dans le champ d'application des mesures interdites au titre de la séparation patrimoniale. En revanche, il est primordial que les capacités à long terme soient accordées en garantissant un accès non-discriminatoire des tiers. Cet accès non discriminatoire doit être préservé.

L'exemption devrait uniquement permettre au propriétaire des liaisons électriques transfrontalières marchandes de conserver les rentes de congestions qui ne sont que les rémunérations justes des investissements consentis par les propriétaires des interconnexions.

Question 4 : Selon vous, la participation indirecte via l'achat massif de capacités de long terme par un producteur ou un fournisseur d'électricité doit-elle faire partie des pratiques tombant sous le coup d'une clause de révision d'une dérogation accordée ? Doit-elle faire l'objet d'une interdiction (à partir de quelle part) ?

Le problème soulevé ne devrait pas exister si les règles d'exploitation de ces liaisons sont identiques à celles des autres liaisons d'interconnexion, comme mentionné en réponse aux deux premières questions.

Question 5 : Selon vous, le motif de l'investissement doit-il être pris en compte lors de la décision d'accorder ou non l'exemption à la séparation patrimoniale à un producteur ou à un fournisseur portant un projet de nouvelle interconnexion ? Si oui, comment ?

Le motif de l'investissement ne doit pas être pris en compte. En tout état de cause, si cela devait être le cas, il serait toujours possible pour un acteur de sélectionner le motif autorisé. Les modalités pratiques d'un contrôle seraient difficilement concevables.

Question 6 : Que pensez-vous de l'articulation qui est faite entre dérogation au caractère non-discriminatoire de l'accès des tiers à la nouvelle interconnexion et dérogation à la séparation patrimoniale ?

La dérogation à la séparation patrimoniale ne doit pas conduire à un accès discriminatoire aux réseaux. Les règles d'exploitation des liaisons transfrontalières doivent rester uniformes et non-discriminatoires.

Question 7 : Selon vous, le fait que la dérogation au caractère non-discriminatoire de l'accès des tiers à la nouvelle interconnexion soit totale ou partielle doit-il avoir un impact sur la décision de dérogation à la séparation patrimoniale ?

La dérogation à la séparation patrimoniale doit être refusée si elle s'accompagne d'un accès discriminatoire au réseau, par exemple sous la forme d'un accès privilégié à des réservations de capacités de long-terme ou plus généralement si les règles d'exploitation de ces liaisons marchandes diffèrent des règles d'exploitation des autres interconnexions transfrontalières.

Question 8 : Selon vous, la dérogation à la séparation patrimoniale doit-elle reposer sur des caractères de l'accès des tiers autres que la non-discrimination ? Lesquels ?

La dérogation à la séparation patrimoniale ne peut pas reposer sur des règles d'accès des tiers aux réseaux autres que celles en vigueur pour les autres liaisons transfrontalières. La non-discrimination doit rester la règle pour l'accès des tiers.

Question 9 : Selon vous, la dérogation à la séparation patrimoniale devrait-elle reposer sur d'autres critères que la teneur et la portée de la dérogation à l'accès des tiers ? Lesquels ?

La dérogation à la séparation patrimoniale doit, en plus du maintien de la règle d'accès non-discriminatoire, garantir la confidentialité des transactions effectuées au travers de l'interconnexion transfrontalière. Cela peut être obtenu en confiant la gestion opérationnelle de l'interconnexion à des bureaux d'enchères (type CASC) ou des bourses agréées ou aux gestionnaires de réseaux en fonction de l'horizon de temps considéré.

Question 10 : Pensez-vous que des projets de NIE ne bénéficiant pas de la dérogation au caractère non-discriminatoire de l'accès des tiers doivent pouvoir être portés par des producteurs ou des fournisseurs d'électricité ?

Il n'y a pas d'objections au port par des producteurs ou des fournisseurs d'électricité, de projet de NIE qui ne bénéficient pas de l'exemption du caractère non-discriminatoire de l'accès des tiers et dont la structure de gestion opérationnelle garantissent la confidentialité des transactions commerciales (voir réponse à la question 9).

Question 11 : Selon vous, les dispositions du 2ème paquet énergie présentent-elles un niveau d'exigence minimal satisfaisant en matière de non discrimination de l'accès des tiers et de confidentialité des informations commercialement sensibles ?

Les dispositions du deuxième paquet d'énergie sont suffisantes pour assurer un niveau d'exigence minimal satisfaisant en matière de non discrimination de l'accès des tiers et de confidentialité des informations commercialement sensibles.

Question 12 : Selon vous, quelles dispositions de protection du caractère non discriminatoire de l'accès des tiers et de la confidentialité des informations commercialement sensibles doivent, a minima, être mises en place ?

Les dispositions de protection du caractère non discriminatoire de l'accès des tiers et de la confidentialité des informations commercialement sensibles qui devront, a minima, être mises en place doivent assurer un niveau de protection au moins égal à celui du deuxième paquet énergie. Ces dispositions doivent soigneusement être assurées sur tous les aspects des projets d'interconnexions envisagés :

- la forme juridique indépendante des sociétés concernées;
- la gestion opérationnelle des activités de la liaison qui doit garantir l'accès aux tiers, la confidentialité et l'équivalence de traitement avec les autres liaisons transfrontalières déjà en service ;
- L'indépendance de l'exploitant de la nouvelle liaison vis-à-vis de l'investisseur doit être garantie.

Question 13 : Selon vous, quelles sont les fonctions de l'entreprise exploitante qui devraient faire l'objet d'une attention particulière en matière de non discrimination de l'accès des tiers et de confidentialité des informations commercialement sensibles ?

La gestion opérationnelle des interconnexions marchandes doit être déléguée à des organisations du type CACS de manière à assurer un accès aux tiers et un niveau de transparence et d'équité identiques à ceux des interconnexions existantes.

Question 14 : Selon vous, quelles dispositions en matière de non-discrimination de l'accès des tiers et de confidentialité des informations commercialement sensibles doivent s'appliquer aux nouvelles interconnexions ?

Voir réponse à la question 12.

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques concernant la dérogation à l'article 9 ?

Il n'y a pas d'autres remarques à ce stade.

Question 16 : Selon vous, suite à la transposition du 3e paquet énergie, quelles évolutions supplémentaires pourraient être souhaitables lors de la mise à jour de la délibération de la CRE du 30 septembre 2010 ?

Pas de demande supplémentaire à ce stade et dans le cadre de cette enquête.

Question 17 : Avez-vous d'autres remarques ou requêtes à formuler auprès de la CRE au sujet des nouvelles interconnexions bénéficiant d'une dérogation en application de l'article 17 du règlement (CE) n°714/2009?

Il n'y a pas d'autres remarques à ce stade.